

## Interview avec Willy Claes et André Cools, dans EUSO, Europe socialiste (14 mars 1977)

**Légende:** Le 14 mars 1977, EUSO, Europe socialiste, périodique du groupe socialiste au Parlement européen, interroge Willy Claes et André Cools, coprésidents du Parti socialiste belge (PSB), sur les enjeux politiques de la première élection, en juin 1979, du Parlement européen au suffrage universel direct.

**Source:** EUSO, Europe Socialiste. Sozialistische Fraktion, Europäisches Parlament. Hrsg. Fellermaier, Ludwig. 14.03.1977, Nr. 7. Bruxelles: Pressedienst-Sozialistische Fraktion. "Interview mit Willy Claes und André Cools, Kopräsidenten der Sozialistischen Partei Belgiens", p. 4.

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/interview\\_avec\\_willy\\_claes\\_et\\_andre\\_cools\\_dans\\_euso\\_europe\\_socialiste\\_14\\_mars\\_1977-fr-52375707-e26e-45a0-8fb8-87f9f4c4303f.html](http://www.cvce.eu/obj/interview_avec_willy_claes_et_andre_cools_dans_euso_europe_socialiste_14_mars_1977-fr-52375707-e26e-45a0-8fb8-87f9f4c4303f.html)



**Date de dernière mise à jour:** 05/07/2016

## Élection au suffrage direct du Parlement européen et mission des socialistes

Entretien avec Willy CLAES et André COOLS, coprésidents du Parti socialiste belge

– Quel sens a pour vous l'élection au suffrage direct du Parlement européen?

– Notre parti a tout particulièrement salué la signature, le 20 décembre 1976, de l'Acte sur l'élection au suffrage universel direct des députés du Parlement européen.

En effet, le Parti socialiste belge n'a-t-il pas fait en sorte d'obtenir, depuis qu'existent les Communautés européennes, la démocratisation des institutions européennes engagée au Parlement européen? Nous avons toujours été fidèles à ce principe, même lorsque le Premier ministre belge a présenté son rapport sur l'Union européenne, dont les conclusions nous paraissaient pourtant très faibles.

Il reste assurément de nombreux obstacles à surmonter avant que les élections de 1978 puissent avoir lieu. Les parlements nationaux doivent encore ratifier le traité et chaque État membre doit encore, notamment, statuer sur le caractère approprié d'un scrutin «européen» ainsi que sur la détermination des circonscriptions électorales.

Quoi qu'il en soit, la décision d'élire les députés européens au suffrage direct revêt une importance particulière car la perspective qui en résulte est la naissance, aux côtés des institutions de la Communauté européenne reposant sur une légitimité nationale, le Conseil des ministres ou la Commission par exemple, d'un organe européen qui serait le résultat de la décision souveraine des citoyens de la Communauté européenne. D'un point de vue démocratique tout autant qu'euro-péen, cela s'avère particulièrement important pour la poursuite de l'intégration des États d'Europe de l'Ouest.

Ces changements influenceront sur la politique des partis. Lors des élections, les grandes familles politiques, qui sont représentées dans chaque État membre, se mesureront, fait sans précédent dans l'histoire, dans le cadre d'une campagne électorale à l'échelle européenne, la condition étant l'existence de groupes politiques ou de partis européens sous cette forme ou sous une autre.

– Quelle est la responsabilité particulière des socialistes au sein de ce Parlement?

– Pour nous, la création d'un Parlement européen élu au suffrage direct ne représente qu'un début. Même si l'élection en elle-même est très importante à plusieurs niveaux, il ne s'agit tout de même que d'un premier pas vers une authentique démocratisation de la Communauté européenne.

Le Parlement européen doit à présent obtenir de réelles compétences. Grâce à la nomination de ses députés, il doit, en matière de politique européenne, faire office de contrepoids entre les différentes structures de pouvoir de la politique européenne qui se sont développées au niveau européen.

La remarque vaut également pour les syndicats et les partis politiques, chacun dans son domaine respectif. Quoi qu'il en soit, nous acceptons le défi. Les socialistes, et surtout leurs députés, doivent devenir le moteur d'une Europe de l'Ouest unie, au sein de laquelle la liberté et le socialisme sont les deux faces d'une seule et même politique et d'une Europe unie garante de paix entre les superpuissances.